LA QUEUE DE ROBESPIERRE,

OU

LES DANGERS DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE.

Paris, 9 Fructidor, an 2 de la République Françoise, une et indivisible.

Quiconque ose penser, n'est pas né pour me croire :
Obéir en silence est vôtre unique gloire.

VOLT. *Mahom. Trag.*

CITOYENS,

LES amis de l'ordre et de la bonne police ont vu ce matin, avec scandale, se reproduire à la Convention nationale, une de ces motions liberticides dont on a toujours l'art de cacher le danger sous le voile de la

popularité qu'elles présentent ; ils s'agissoit d'une question nouvelle, *la liberté de la presse* : à peine avons-nous eu deux mille ans pour y réflechir, et déjà des hommes ennemis de tout ordre vouloient enlever dans une seule séance, et sans le rapport des comités, un décret qui eût reconnu cette liberté dans toute son étendue. Où en serions-nous, grands Dieux ! si cette motion funeste eût passé, comme elle a pensé le faire ! Où en serions-nous, si *ces prétendus axiômes de droit éternel*, prêchés par les Voltaire, Rousseau, Helvétius, et tant d'autres factieux ou modérés de l'ancien régime eussent prévalus sur les maximes de prudence royale pratiquées si long-tems, et avec un succès si soutenu, par les *St. Florentin*, *Sartine*, *Lenoir*, etc et invoquées aujourd'hui avec tant de raison par Cambon, Bourdon de l'Oise et Granet ! Où en serions-nous, si chacun alloit se mêler d'examiner et e discuter ! si quelque mal-adroit alloit traiter la questiou des finances ! que seroit devenu *Louis-Quatorze*, appellé si justemsnt *le Grand*, sans le soin qu'il eût toujours d'arrêter le babil de la presse ! Ah ! citoyens, gardez-vous de la manie de raisonner ; cette manie n'est bonne qu'à tout brouiller ; elle seule peut détruire le plus bel ordre de choses et déranger les plus honnêtes dispositions : on ne raisonne déjà que trop dans toute la République ; et si vous voulez juger par apperçu des désastres que peut causer la médisance, écoutez seulement une partie de ce que l'on dit.

» Il faut convenir, disoit hier un citoyen, que nous » avons bien du malheur : ne v'la-t-il pas la plaine » qui attaque encore la Montagne ! — Bast, lui ré- » pondit un autre, est-ce que tu crois qu'il y a en- » core une plaine et une Montagne ? est-ce que tu » crois que nous avons guillotiné quarante députés et » enfermé soixante autres, pour retrouver encore des » divisions dans la Convention? — Rien n'est plus vrai, » continua mon homme. J'avois lu le Journal Univer- » sel par Audouin ; j'ai voulu voir s'il n'en imposoit » pas : je me suis rendu à la Convention Nationale, et » j'ai observé, très-distinctement une plaine et une » montagne : à la vérité, ce n'est plus la montagne » d'autrefois ; j'ai vu les vieux amis du peuple assis » sur les sièges du bas, et je n'ai reconnu personne en » haut, si ce n'est BARRÈRE, que j'avois vu aux Feuil- » lans, et Billaud-Varennes, tout pâle et tout défait. » Cela doit te suffire, répliqua son camarade, pour » te prouver que la plaine et la montagne se sont con- » fondues, pour ne faire qu'un seul composé de véri- » tables amis du peuple, et qui malgré de légères dif- » férences d'opinions, se réunissent toujours lorsqu'il » s'agit de le sauver ! Il ne faut pas attacher le civisme » aux gradins, ni croire que *quelques* continuateurs » de Robespierre (JE LE RÉPÈTE A REGRET ; MAIS CE » SONT SES EXPRESSIONS) en cherchant à séduire quel- » ques hommes honnêtes, qui seront bientôt détrom- » pés, puissent jamais réussir à les brouiller : vienne

» la liberté de la presse, et bien des choses se découvriront ».

Vous le voyez, citoyens, *vienne la liberté de la presse* : voilà l'espérance de tous ces gens-là ; voilà leur éternel refrain : ils n'attendent que cela pour vous défiler un chapelet de certaines malheureuses vérités qu'il faut bien se garder d'entendre. C'est surtout autour de la convention que les mauvaises langues s'exercent avec le plus d'acharnement. Le croirez-vous ! j'ai vu des hommes nier la douceur et l'humanité de Billaud-Varennes. J'en ai entendu d'autres dire avec un air d'assurance, qu'il pourroit bien y avoir des innocens, et même des patriotes, parmi les hommes que Collot a fait tuer avec de la mitraille, et quatre mille à-la-fois! Ils étoient bien éloignés d'admirer, comme moi, cette invention ingénieusement révolutionnaire, et ce spectacle dont l'idée a fait tant d'amis à la révolution. Combien *Louis le grand*, avec sa dragonaille convertissante, étoit mesquin, comparé à Collot, qu'on appellera, j'espère, le *très-grand* ! Plusieurs assuroient que Collot étoit venu exprès de Commune-Affranchie pour défendre Vincent et Ronsin. Enfin, on ne tarissoit pas sur le compte de ce législateur : mais ce fut bien pis, lorsqu'on entama la discussion sur Barrère ; sur Barrère, cet homme immortel dont les rapports sur nos victoires sont tellement plaisans, que c'es une question de savoir si l'on applaudit nos victoires ou ses bons mots. Ils l'accusent de ver-

satilité, tandis qu'il est notoire qu'il a constamment été du parti du plus fort; ils disent qu'il étoit d'abord aristocrate; puis, qu'il étoit devenu capitaine des feuillans, puisque, vers la fin, il s'est fait Jacobin, à-peu-près comme Dieu s'est fait homme, et par l'opération de *Robespierre*, son mortel ennemi. Bien loin de faire arrêter, comme je crois qu'on auroit dû le faire, ces détracteurs du vieux comité de salut public, j'ai vu beaucoup de gens leur applaudir, on trouvoit mauvais que le comité *ait eu la foiblesse de cacher à la Convention mille actes de contre-révolution*; ces messieurs prétendoient qu'il n'étoit pas possible que Robespierre eût fait tout le mal lui seul: ils disoient qu'au moins la chose auroit mérité la peine qu'une commission fût nommée *ad hoc*, et chargée de vérifier qui a signé les fameux derniers arrêtés, pendant que St.-Just étoit à l'armée, et Robespierre absent du comité; ils s'étonnoient que Billaud ait nié que la fameuse loi sur le tribunal révolutionnaire, fût l'ouvrage du comité (chose que, selon eux, il auroit fallu dire au moment du rapport), tandis que ce même comité avoit fait tant de tapage sur un simple considérant de ladite loi; ils s'effrayent de voir ces hommes prétendus suspects, disposer de nos moyens politiques, de nos forces militaires et de la fortune publique.

Je crus me débarrasser de tous ces raisonneurs, en fuyant d'un autre côté: mais par-tout j'entendis répéter les mêmes calomnies contre ces hommes respec-

tables. Eh bien ! citoyens, jugez par ce que l'on dit dans un coin de Paris, de ce qui se dit en France ; de ce qui se diroit, si l'on ne se hâtoit de remettre à l'ordre du jour la terreur salutaire qui a maintenu, depuis six mois, cette heureuse harmonie, sans laquelle Barrère ne peut plus gouverner. Que sera-ce donc si ce que l'on dit, on ose l'imprimer ? Où en serions-nous si on alloit le démontrer ? Où en serions-nous, si on alloit apprendre à la France, que notre féal *Audouin*, successeur en cette partie du *père Duchesne*, vend par jour, au comité de salut public, quatorze mille exemplaires de ses feuilles bougrement patriotiques ; ce qui, à deux liards de bénéfice par chiffon, lui fait une petite rente de cent vingt-sept mille sept cent cinq cinquante livres par an (*le pauvre homme !*). Quelle opinion voulez-vous qu'on ait de Barrère et Billaud-Varennes, si on alloit dire qu'ils en donnent à-peu-près autant à *Charles Duval* pour prêcher dans leur sens contre les vieux montagnards, qu'ils appellent aujourd'hui le marais ! Oh mes amis, repoussons avec une salutaire frayeur la liberté de la presse qui nous menace ; ne voyez-vous pas que si les aristocrates ou les royalistes alloient en user, nous les connoîtrions, et tout seroit perdu ? Ne vaut-il pas mieux qu'ils restent en bonnets rouges et en carmagnole : si les aristocrates prêchoient des maximes contre-révolutionnaires, on les confondroit, voyez-vous ; on feroit voir au peuple le danger de leurs opinions,

et il ne faut pas cela ! Il faut les laisser se couvrir du manteau patriotique, afin que dans mêlée nous nous frappions tous indistinctement, ce qui vaut beaucoup mieux ; gardez-vous donc de permettre la liberté de la presse ; ne permettez pas que l'on dise que Granet, dont le costume m'a plusieurs fois arraché des larmes sur sa misère, a cent mille écus de bien à Marseille, et en bonnes maisons ; il ne faut pas que l'on sache que son frère et lui se sont fait adjuger cent autres mille écus d'indemnité pour trois mois de détention ; il ne faut pas dire que depuis cinq ans on cherche à fédéraliser le Midi, et à faire de *Marseille* une capitale : toutes ces verités ne sont bonnes qu'à mettre le trouble dans l'état ; taisons-nous donc ; dormons, et la patrie est encore une fois sauvée.

FETHEMÉSI.

A Paris, de l'imprimerie de ROUGYFF, rue Honoré, n°. 35.